

de la «dépression dans l'inflation», c'est-à-dire, un ralentissement des affaires, un accroissement du chômage et une hausse des prix. C'est ce qu'expérimentent présentement la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada.

Un autre dogme qui a cours veut qu'il y ait relation entre les salaires et le chômage. Si le chômage augmente, disent les économistes réputés sérieux, la demande d'augmentation de salaires va diminuer. Les faits contredisent ce principe. Le monde du travail, qui n'est tout de même pas aveugle, revendique des hausses de salaires au fur et à mesure que les prix montent, et cette chasse incessante des prix et des salaires est en train de paralyser les possibilités d'accroissement de la productivité. En conséquence, les profits baissent, les affaires ralentissent, des usines ferment leurs portes, d'autres «s'automatisent» en vitesse et le chômage augmente.

Un autre dogme veut que, pour atteindre le plein emploi, rien ne s'oppose à ce qu'on sacrifie la monnaie. Ce dogme ne tient pas debout, assure-t-on. A preuve, la dévaluation de la livre sterling, en 1967, n'a aucunement remédié au chômage en Grande-Bretagne.

Et plus loin, l'éditorialiste continue:

On pourrait relever d'autres dogmes creux réfutés par Pietre et qui n'ont servi, en définitive, qu'à lancer les gouvernants . . .

Voilà qui est intéressant! Attention, ce conseil-là est important à observer. Je continue à citer:

. . . sur de fausses pistes, les contraignant à improviser en vue de l'immédiat, plutôt qu'à agir dans une perspective d'avenir.

L'exemple du chômage est probant. Québec et Ottawa cherchent naturellement à combattre le chômage, mais ils sont réduits à avoir recours à l'expédient des travaux publics (autoroutes, métro, aéroport) pour y arriver. Or, pour combattre véritablement ce fléau, les autorités devraient oublier provisoirement les dogmes fort discutables des économistes de service et réfléchir en toute humilité aux initiatives à prendre en vue de développer de nouvelles infrastructures susceptibles d'assurer un emploi permanent au plus grand nombre possible de Canadiens. Visiblement, les théories économiques qui valaient à l'époque héroïque des Frontiers à conquérir, se révèlent dépassées dans une société hautement urbanisée. Il faut maintenant raisonner en fonction d'un tissu social complètement nouveau. Nos dogmes sont faux.

• (4.50 p.m.)

Alors, tenant compte de cette situation, et à la suite des constatations que nous pouvons faire régulièrement, ajoutant les nombreux témoignages qui démontrent que le système actuel est défectueux et que l'origine des problèmes provient d'un régime financier en désaccord constant avec les réalités économiques de l'heure, il serait normal que les suggestions et propositions créditistes présentées à la Chambre, à plusieurs occasions, soient considérées plus sérieusement, si l'on veut vraiment sortir de ce désordre social ridicule qui permet à la misère d'exister au sein de l'abondance.

• (4.50 p.m.)

[Traduction]

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** On ne peut s'empêcher de trouver que ce débat est quelque peu fantaisiste, Monsieur l'Orateur, sentiment qui a été confirmé par le discours remarquable de mon ami le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Mahoney), député de Calgary-Sud. On n'en croyait à peine ses oreilles. Connaissant le député comme je le connais, je suis certain qu'il aurait du mal à croire une bonne partie des choses qu'il a dites aujourd'hui. Je suis certain qu'il n'en était pas et n'en est toujours pas convaincu. De la part d'un député qui assume certaines responsabilités et qui se trouve à la périphérie du gouvernement comme secrétaire parlementaire du ministre des Finances, c'était néanmoins un effort pour essayer de justifier la situation lamentable où nous sommes aujourd'hui en raison des

politiques que poursuivent son ministre et son gouvernement.

Nous étudions à la Chambre les complexités de ce bill sur l'impôt, pendant qu'au dehors l'industrie canadienne est dans le marasme et qu'on prévoit des licenciements et un chômage tels qu'ils ne peuvent être que le prélude d'une catastrophe économique de première grandeur. Il y a toujours l'inflation, malgré la politique du gouvernement qui consiste à affaiblir le pouvoir d'achat de notre dollar, à affaiblir le pouvoir d'achat du consommateur là où c'est le plus pénible. Il me suffit de consulter l'indice du coût de la vie publié aujourd'hui par le Bureau fédéral de la statistique.

Si je dis de ce débat qu'il a un caractère irréel, c'est que, du point de vue de la situation économique du pays, la discussion porte non pas sur une réforme fiscale en profondeur, mais sur une mesure que nous présente le gouvernement, et dont la forme est aussi trompeuse que le fond. La position de mon parti est claire, monsieur l'Orateur. A mon avis, ce projet de loi trompeur ne sera jamais l'un des catalyseurs économiques dont a tant besoin le pays en ce moment. Comme on le dit dans la motion que nous étudions actuellement, tout ce que fait le gouvernement devant la situation critique de l'économie canadienne, c'est nous présenter un programme fiscal qui ne prévoit pas suffisamment de réductions d'impôt et de stimulants, et ne renferme pas non plus les exonérations fiscales nécessaires à une croissance satisfaisante de l'économie du pays. C'est là, monsieur l'Orateur, un projet de loi trompeur. Il est grand temps, à mon avis, que le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Benson) cessent de fuir leurs responsabilités et admettent que les stratégies de ce gouvernement en matière de chômage et de lutte contre l'inflation sont non seulement inutiles mais nuisibles. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder les chiffres, communiqués aujourd'hui par Statistique Canada, du taux de chômage au pays après désaisonnalisation, le taux le plus élevé depuis qu'on l'enregistre, soit depuis 1946. Comme si la mesure n'était pas comble, viennent s'y ajouter les chiffres de l'indice du coût de la vie au Canada. Comme l'a exprimé un journaliste, monsieur l'Orateur, c'est une mauvaise journée pour le gouvernement.

**Des voix:** Bravo.

**M. McGrath:** Si le gouvernement s'obstine dans ses politiques actuelles, on peut s'attendre à des jours pires. Voyons le coût de la vie, qui a bondi jusqu'à un niveau sans précédent de 135, augmentant en un mois de sept points. En termes réels ce chiffre représente de véritables difficultés pour les consommateurs du pays. Même le député de Calgary-Sud, secrétaire parlementaire du ministre des Finances, est consommateur et doit se sentir de cette augmentation du coût de la vie. Il est à peu près temps que le gouvernement assume ses responsabilités, ses lourdes responsabilités, envers le peuple canadien. Voici que le coût de la vie a augmenté de 7 p. 100. L'inflation sévit encore chez nous, monsieur l'Orateur, et non seulement l'inflation, mais le chômage: tous deux continuent, tous deux augmentent. Il y a quelque chose qui cloche. Autrement dit, monsieur l'Orateur, d'après la stratégie actuelle du gouvernement, si j'ose dire, l'on devait enrayer l'inflation, en jugulant l'économie. On devait ralentir l'économie et ainsi créer, délibérément, du chômage car cela s'imposait pour enrayer l'inflation.